



TRIBUNE COMMUNE

Paris, le 20 mars 2023

NON à la guerre de l'eau :

Ne l'oublions pas, manger c'est aussi boire !

A la veille du 22 mars, journée mondiale de l'eau, nous, représentants du monde agricole et agroalimentaire, devons vous partager notre inquiétude au sujet de la disponibilité de l'eau, des tensions qui montent dans les territoires. Et de notre volonté forte de travailler avec les différents acteurs sur ce sujet.

Températures records l'été dernier, sécheresse hivernale historique, confrontations sur le terrain, questionnements sur notre souveraineté alimentaire... Tous les ingrédients sont réunis pour que l'année 2023 soit explosive, et que soit déclarée une véritable guerre de l'eau.

Nous considérons que la guerre de l'eau ne doit pas avoir lieu. Nous sommes convaincus que les différents usages et que les usagers de l'eau ne doivent pas s'opposer, qu'aucune idéologie ne doit nous aveugler et que le dialogue doit toujours être recherché.

Pourtant, nous ne doutons pas que la situation risque de devenir de plus en plus difficile, que dans certains territoires français l'accès à l'eau ne soit plus garanti, pendant que sur d'autres périodes, c'est l'excès d'eau qui cause des dégâts. Comme dans toute crise, certains voudraient désigner des coupables et le monde agricole pourrait apparaître comme un bouc émissaire idéal.

Il est rarement de solutions simples à un problème complexe et l'eau ne fait pas exception.

En France, l'agriculture représente 9 % des prélèvements. Il est indéniable que l'agriculture est consommatrice d'eau. Mais une grande majorité des volumes prélevés sont restitués au milieu que ce soit via l'absorption par les sols, et via l'évapotranspiration par les végétaux dans l'atmosphère. Le reste de l'eau est utilisé par les plantes et contenue dans les fruits, les légumes, les céréales que nous consommons. Car on l'oublie, manger c'est aussi boire ! Selon le CNRS, 40% de notre besoin en eau est assuré par l'alimentation.

Mais ce serait encore trop pour certains, persuadés que pour tout résoudre, il suffit de changer de modèle. Pourtant partout en France, de nombreux agriculteurs, qu'ils aient choisi une agriculture conventionnelle, bio ou de conservation des sols, conviennent qu'ils ne peuvent pas produire sans irrigation. Nul ne conteste le besoin de faire évoluer les pratiques actuelles, c'est même une nécessité face au changement climatique. Mais refuser aux agriculteurs les moyens d'irriguer, notamment au travers de la création de stockage, est une aberration.

Stocker de l'eau quand elle est disponible, pour l'utiliser quand elle fait défaut n'est pas une affaire de modèle agricole, et cela devient une nécessité pour simplement continuer à produire notre alimentation, ici, localement en France. Il ne s'agit pas de privatiser un patrimoine commun mais de garantir notre souveraineté alimentaire.

Contacts presse :

FNSEA : Sabri Derradji – sabri.derradji@reseaufnsea.fr – 06 21 16 80 84

Jeunes-Agriculteurs : Thomas Debrix – tdebrix@jeunes-agriculteurs.fr – 06 68 66 15 83

Irrigants de France : Guillaume Le Hoan - guillaume.le-hoan@agpm.com – 06 16 04 42 30

Chambres d'Agriculture France : Iris Roze – iris.roze@apca.chambagri.fr 06 09 86 02 26



Le stockage d'eau n'empêche pas les pratiques agricoles de changer, au contraire, il facilite les transitions. Ceux qui utilisent l'opposition aux projets de stockage comme une menace aux agriculteurs pour les forcer à « changer de modèle agricole » se trompent de combat. De nombreux élus locaux et nationaux ont fait leur constat, et nous les soutiendrons dans les propositions qu'ils seront amenés à défendre dans les différentes instances de décisions.

Placer la création de retenues d'eau comme étant la dernière des solutions quand toutes les autres auront été explorées, n'est pas raisonnable. Il faut déployer dès à présent toutes les solutions pour répondre à l'urgence climatique :

- Stockage de l'eau mais aussi,
- À l'amont agricole : sélection variétale pour des semences plus tolérantes à la sécheresse, innovation agronomique pour améliorer la réserve utile en eau du sol, pilotage précis de l'irrigation avec l'agriculture numérique et autres évolutions agronomiques à perfectionner, la réutilisation des eaux usées... ; et
- Au niveau de la transformation agroalimentaire : efficacité de l'usage de l'eau, réutilisation de l'eau dans les industries agroalimentaires...

Nous n'avons pas attendu la journée de l'eau pour agir dans nos entreprises agricoles et coopératives, au cœur des territoires. Nous sommes capables de proposer des solutions innovantes et sociétales face à ce défi collectif majeur. C'est pourquoi nous analyserons attentivement les déclarations du gouvernement, le 22 mars. Ne sacrifions pas les agriculteurs, l'agriculture et nos filières agroalimentaires françaises sur l'autel du changement climatique, mais travaillons ensemble à une meilleure gestion de la ressource en eau. Il en va de notre avenir à toutes et tous pour véritablement commencer à défendre notre souveraineté alimentaire et la vitalité économique de nos territoires ruraux.

Contacts presse :

FNSEA : Sabri Derradji – sabri.derradji@reseaufnsea.fr – 06 21 16 80 84

Jeunes-Agriculteurs : Thomas Debrix – tdebrix@jeunes-agriculteurs.fr – 06 68 66 15 83

Irrigants de France : Guillaume Le Hoan - guillaume.le-hoan@agpm.com – 06 16 04 42 30

Chambres d'Agriculture France : Iris Roze – iris.roze@apca.chambagri.fr 06 09 86 02 26